Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2015)

Heft: 2064

Artikel: La communication scientifique ne fonctionne pas à sens unique : les décideurs politiques peinent à tenir compte des informations livrées par les études scientifiques

Autor: Levy, René

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017267

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

l'élève, ce qui constituait à nos yeux un excellent moyen mnémotechnique, dont nous regrettons l'abandon. On notera aussi que certains travaux scolaires sont réservés *«au sexe»* (féminin), mais comme ils ne concernent guère les cahiers, l'ouvrage n'en fait que peu état.

Les années 1950 à 1970 apportent de grands changements. C'est l'époque des Trente Glorieuses, de la prospérité économique, de l'intégration des méthodes actives. Une époque marquée aussi par la diminution du nombre d'élèves par classe et l'introduction de la mixité. Les cahiers perdent leur austérité et sont désormais riches en illustrations. L'écriture est souvent exercée sur des textes inventés (compositions). En géographie, une large place continue à être accordée aux différentes régions du canton, par exemple celle de la Venoge, avec ses villes et autres cours d'eau.

Dès 1980, le volume du matériel papier distribué à l'élève augmente considérablement. Le cahier est de plus en plus remplacé par des fiches, photocopies ou brochures. La *«fourre»* destinée à le protéger, qui faisait le bonheur des mamans(!) disparaît progressivement, mais peut-être aussi avec elle la conscience par l'enfant du caractère précieux du matériel scolaire.

L'image prend une importance croissante. Néanmoins on observe des constantes: ainsi l'apprentissage de base de l'écriture manuscrite, remise en question aujourd'hui, on le sait, par les tenants du tout informatique. Les nouvelles théories grammaticales s'imposent, avec notamment le concept de *«suite du verbe»*… qui souvent précède celui-ci dans la phrase! Le parler local, jadis stigmatisé, est désormais intégré dans l'enseignement de la langue, comme spécificité régionale et témoin de la multiculturalité: un petit lexique propose donc *«clopet»*, *«chenoille»* ou *«pottu»*… L'apprentissage, de manière générale, se veut plus ludique.

Un ouvrage comme *Ouvrez les cahiers!* sera-t-il possible dans 50 ans, au vu de l'usage croissant du clavier? *«Quelles seront à l'avenir les traces tangibles de la pratique scolaire?»* C'est sur cette interrogation que se clôt le livre. Notons que la même question se pose pour les sources dont disposera l'historien des décennies futures.

La communication scientifique ne fonctionne pas à sens unique

Les décideurs politiques peinent à tenir compte des informations livrées par les études scientifiques

Invité: René Levy - 06 janvier 2015 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/27055

Les médias suisses (et pas seulement eux) s'accordent sur le fait que la science doit rendre des comptes à la société et qu'inversement la société a besoin de résultats scientifiques. Il ne fait pas de doute que la concrétisation de cette vision, en soi incontestable, nécessite une communication accrue et de meilleure qualité de la part de la science.

Constatant un important *«besoin d'orientation sur la science et ses conséquences»*, deux responsables de la fondation Science et Cité ont rappelé cette exigence dans une récente tribune (*NZZ du 25.11.2014*). Ils y plaident pour l'amélioration et la professionnalisation de la communication scientifique.

Si la situation était aussi simple, les efforts de *«transfert»* considérables et parfaitement professionnels entrepris par le Fonds national de la recherche scientifique, notamment quand il s'agit de

programmes nationaux de recherche (PNR), feraient de la Suisse une des sociétés les mieux informées du monde; ils garantiraient que sa politique se construit sur un terreau saturé de résultats scientifiques.

Cependant, l'expérience pratique montre que le passage d'informations vers la pratique se présente très différemment selon les disciplines, que le genre de destinataires varie énormément et que, par conséquent, des stratégies de contact fort différentes s'imposent. Elle montre en outre que tous les domaines d'action et leurs responsables ne sont pas également avides d'être renseignés de manière scientifique.

S'agissant par exemple de résultats des sciences sociales, les destinataires pertinents sont souvent des acteurs politiques. La communication se heurte alors fréquemment à des résistances idéologiques, résistances qui peuvent prendre des formes multiples et variées. A commencer par la simple mise en question du sérieux et de la fiabilité de résultats d'enquête si ces derniers contredisent des représentations ou des objectifs auxquels on tient particulièrement. Ou par l'exigence d'études supplémentaires. Ou encore en présentant les sciences sociales comme peu scientifiques et crédibles. Ou tout simplement en renonçant à consulter les connaissances issues de ces sciences. Au pire, les constats scientifiques sont taxés d'élucubrations idéologiques.

A titre d'exemple, mentionnons l'une des 21 études réalisées dans le cadre du PNR 60 sur les politiques d'égalité entre les sexes en Suisse (2010-2014). Cette recherche portait sur la politique basée sur la preuve empirique et ayant des conséquences pour l'égalité (tous les cantons, période législative 2008-2011). Parmi ses résultats figurent les trois constats suivants:

- Environ la moitié des personnes chargées d'élaborer des projets de loi en matière de fiscalité et de transferts sociaux se disaient informées des recherches pertinentes en matière d'égalité. Néanmoins, l'utilisation argumentative de ces connaissances dans les messages sur ces lois restait extrêmement rare.
- Sur les 60 procédures législatives étudiées, on n'en trouve que huit pour discuter explicitement des informations fournies par les services cantonaux en charge de l'égalité.
- Lors des procédures législatives dans ces deux domaines, les responsables de département appartenant à un parti bourgeois se sont moins souvent référés à des informations pertinentes pour l'égalité et prouvées empiriquement que leurs collègues de gauche, et ce de manière statistiquement significative.

Visiblement, la demande de connaissances fondées scientifiquement n'est pas particulièrement forte dans ce domaine thématique. De surcroît, elle s'avère dépendante de l'orientation politique.

Il serait donc illusoire de supposer un intérêt de principe pour les résultats fournis par la science, sans différence entre disciplines, thèmes et acteurs responsables. Par conséquent, tout concept de communication réaliste doit partir de l'idée que la communication entre science et pratique exige une adaptation à la situation concrète (quelle science? quelle pratique? quelles interlocutrices et interlocuteurs?).

Mais à cette exigence adressée à juste titre aux scientifiques – le droit des obligations parlerait de dette portable – doit correspondre une réceptivité des politiques – une dette quérable. Sans quoi la science restera seule à prêcher dans le désert.

Première publication (en allemand) dans la NZZ *du 16.12.2014*